

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 14 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – atelier RW**

Usine de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_RW\_2022-11-25\_RAPVI\_MCBK\_31882  
Code AIOT : 0006201749

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 de l'atelier RW dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE implanté Usine de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE
- Usine de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Icd : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite au sein du secteur Résines Logistique Utilités (RLU) un atelier de production de résines W à partir de monomères non produits sur le site et commercialisées sous forme de pastilles claires (atelier RW).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques
- Moyens de lutte contre l'incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs de traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 4.2.1 (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 4.2.2 (partiel)	/	Sans objet
3	Bilans SME COV	Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 8.2	/	Sans objet
4	Déversoirs mousse	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.6 (partiel)	/	Sans objet
5	Canon à mousse	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1	/	Sans objet
6	Rideau d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1	/	Sans objet
7	Couronnes d'arrosage des bacs BC315, BC316 et BC317	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.6 (partiel)	/	Sans objet
8	Couronnes d'arrosage du bac O1805	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1	/	Sans objet
9	Rampe d'arrosage sur circuits BF3 et 3 sphères de BF3	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 17 novembre 2022 de l'atelier RW et les compléments apportés par courriel du 24 novembre 2022 n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant s'est engagé à :

- déclarer auprès du préfet la cessation d'activités de la section de pré-distillation arrêtée depuis 2015 ;
- intégrer cette évolution du site lors du prochain réexamen de l'étude de dangers de l'atelier RW.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dispositifs de traitement des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 4.2.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'atelier de résines W est équipé d'un dispositif d'abattement des émissions de COV. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste exhaustive des équipements connectés à ce dispositif. Les effluents du hall de pastillage sont dépoussiérés. [...]"
<b>Constats :</b> Sans observation sur la base : - des plans PID n°5, n°10 , n°11 et n°25 datés du 8 janvier 2016 ; - des constats réalisés en salle de contrôle au niveau du système numérique de commande centrale ; - des constats réalisés sur le terrain. L'atelier RW est équipé de 3 points canalisés de rejets atmosphériques : - la cheminée en sortie de la colonne de lavage aux solvants N1804 traite les effluents atmosphériques des événements des bacs O1801, O1802A/B, O1804, O1805 et des sécheurs M1837 ; - la cheminée du dépoussiéreur D1801 en toiture du hall de pastillage qui traite les effluents atmosphériques collectés au niveau de plusieurs points d'aspiration (sortie pastillage, pied élévateur à godet, tête élévateur à godet, ensachage) ; - la cheminée de la chaudière C1832 de 2,242 MW fonctionnant au gaz naturel et dédiée à l'atelier RW.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 4.2.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Valeurs limites de rejets de l'atelier Poussières : concentration : 100 mg/m <sup>3</sup> / flux : 1 kg/h Hydrocarbures flux : 2 kg/h Benzène flux : 25 g/h Une fois par an, l'exploitant procède à des mesures des pertes d'hydrocarbures émises à l'atmosphère. De même, il effectue une fois par an, une mesure des poussières rejetées par la section pastillage. Les résultats de ces mesures sont communiqués à l'inspection des installations classées. [...]"
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté : - sur le terrain : les différents points d'aspiration (sortie pastilleuse, tête de l'élévateur à godet, pied de l'élévateur à godet, ensachage) reliés au dépoussiéreur D1801 dans le hall pastillage ; la sortie de la cheminée "sortie dépoussiéreur" en toiture du hall de pastillage ; la sortie de la colonne de lavage N1804 ; - sur le système numérique de commande centrale en salle de contrôle RLU : les événements des bacs O1801, O1802A/B, O1804, O1805 ainsi que des sécheurs M1837 sont reliés à la colonne de lavage N1804 ; les différents points d'aspiration (sortie pastilleuse, tête de l'élévateur à godet, pied de l'élévateur à godet, ensachage) sont reliés au dépoussiéreur D1801.  Les rapports de contrôle annuel des rejets atmosphériques réalisés par BUREAU VERITAS (2020 et 2021) et SOCOTEC (2022) mettent en évidence : - l'absence de mesure du débit rejeté de la colonne de lavage en 2020 ; - des oublis de certaines valeurs limites d'émission pour la colonne de lavage et le dépoussiéreur en 2020, 2021 et 2022 ;

- le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux (sauf en 2020 pour la colonne de lavage où le débit n'a pas été mesuré).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Bilans SME COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Un bilan quantitatif des émissions de COV émis à l'atmosphère est établi annuellement et transmis avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année à l'inspection des installations classées. Outre l'aspect quantitatif, ce bilan précise également les principales sources d'émission et ses modalités de réalisation.</p> <p>Ce bilan précisera en autres les émissions annuelles de référence et cible.</p> <p>L'émission annuelle de référence (EAR) est fixée à 2266,34 tonnes de COV, ce flux étant fixé sur la base du périmètre des installations de l'établissement en 2005. L'émission annuelle cible (EAC) est fixée à 1059,58 tonnes de COV (les installations de l'établissement étant dans la configuration de 2009) dont au maximum 33,60 tonnes de COV correspondant à des substances et préparations cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de catégorie 1 ou 2.</p> <p>À la remise de chaque bilan annuel, une réévaluation des EAR et EAC pourra éventuellement être établie en fonction des évolutions des installations (par exemple : fermeture d'atelier, amélioration de la maîtrise des émissions, ...), de l'amélioration de la connaissance des émissions diffuses mais aussi en fonction des éventuels objectifs de réduction fixés ultérieurement."</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des oublis de transmission de certains rapports de contrôle annuel (2021) ainsi que de certains bilans SME (2019, 2021) ;</li> <li>- des erreurs dans les données transmises dans les bilans SME 2020.</li> </ul> <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant a transmis les bilans SME 2018, 2019, 2020 et 2021 vérifiés et corrigés.</p> <p>Le site ayant mis en place un schéma de maîtrise des émissions (SME), les concentrations en COVnm fixées par l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ne s'appliquent pas. Les concentrations en COVnm mesurées lors des mesures annuelles permettent juste d'estimer le flux annuel en COVnm émis et de le comparer au flux sur lequel s'engage TEPF dans son SME pour l'atelier RW (5,42 t/an dans le SME V3 du 1 octobre 2019 dont 4,86 t/an d'émissions canalisées et 0,56 t/an d'émissions diffuses fugitives).</p> <p>Ces bilans SME 2018 à 2021 mettent en évidence, pour l'atelier RW :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le respect du flux annuel cible des émissions canalisées de COVnm de 4,86 t/an en 2018, 2019, 2021 ;</li> <li>- l'absence de mesure de COVnm en sortie de la colonne de lavage en 2020 ne permettant pas d'évaluer un flux annuel des émissions canalisées ;</li> <li>- le dépassement du flux annuel cible des émissions diffuses fugitives de COVnm de 0,56 t/an en 2018 (0,564 t/an), en 2019 (0,661 t/an), en 2020 (2,491 t/an) et en 2021 (0,668 t/an).</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées note le respect du flux annuel cible de l'établissement de 362 tonnes établi dans le SME v3 du 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déversoirs mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 5.1.5.6 (partiel)</u>  « Les réservoirs BC315 et BC317 sont situés dans des cuvettes de rétention équipées de déversoirs mousse. [...] Une cuvette de rétention déportée, dimensionnée pour contenir la totalité du contenu des camions chargés/déchargés et équipée d'un déversoir mousse est mise en place. [...] »  <u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 58 du pdf de la partie 3)</u>  « L'atelier Résines W dispose de moyens fixes d'extinction par application de mousse. Les cuvettes de rétention du bac O1805 et des réservoirs O1801 A/B et O1802 A/B sont équipées de 4 déversoirs à mousse commandes manuellement depuis la fosse F56. La cuvette de rétention des bacs BC315 et BC317A/B est équipée de 2 déversoirs à mousse commandes manuellement depuis la fosse 24»  <u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 145 du pdf de la partie 3)</u>  « Des déversoirs à mousse commandes manuellement depuis une fosse dédiée équipant le bac O1805 ainsi que les réservoirs O1801 A/B et A1802 A/B »  <u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 90 du pdf de la partie 3)</u>  « La cuvette du bac O1805 est équipée de déversoirs mousse. »</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté sur le terrain la présence de :  - 1 réserve d'émulseur pour alimenter les cuvettes des bacs O1801, O1802 et O1805 ;  - 1 réserve d'émulseur pour alimenter les cuvettes des bacs BC315 et BC317A/B ;  - 1 déversoir mousse pour la cuvette des bacs O181 et O1802 ;  - 2 déversoirs mousse pour la cuvette du bac O1805 ;  - 2 déversoirs mousse pour la cuvette du bac BC315 ;  - 2 déversoirs mousse pour la cuvette du bac BC317A/B ;  - 1 déversoir mousse pour la cuvette déportée de l'aire de dépotage ;  - 1 commande manuelle depuis fosse 24 pour les déversoirs mousse des cuvettes des bacs BC315 et BC317A/B ;  - 1 commande manuelle depuis unité RW pour les déversoirs mousse des cuvettes des bacs O1801, O1802 et O1805.</p> <p>L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de vérification du bon fonctionnement des déversoirs mousse des cuvettes de bacs O1801, O1802 et O1805 et ceux des cuvettes des bac BC315 et BC 317A/B par le service intervention incendie de TEPF :  - 14 juillet 2021 ne relevant aucune observation ;  - 1<sup>er</sup> juillet 2022 relevant une anomalie sur le tuyau de connexion pour les déversoirs mousse des cuvettes des bacs BC315 et BC317.</p> <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant :  - a indiqué que la vérification des déversoirs mousse comprend également la vérification que la quantité d'émulseur présente est suffisant ;  - s'est engagé à procéder au remplacement du flexible d'émulseur pour les déversoirs mousse des cuvettes des bacs BC315 et BC317 d'ici le 16 décembre 2022 ;  - a confirmé que les déversoirs mousse des cuvettes des bacs BC315 et BC317 sont opérationnels suite au contrôle du 5 novembre 2022 par le service intervention incendie ;  - a transmis le dimensionnement des déversoirs mousse des cuvettes des bacs BC315 et BC317, de la cuvette déportée et des cuvettes des bacs O1801, O1802A/B et O1805 ;  - a transmis les taux d'application forfaitaires applicables (issus de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié) ainsi que les taux d'application réels déterminés à partir de tests de débits réalisés en 2015.</p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

N° 5 : Canon à mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 1.3.1</u>  "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur."  <u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 58 du pdf de la partie 3)</u>  « Un canon et une réserve d'émulseur sont places à proximité des bacs BC315 et BC317A/B pour permettre l'envoi de mousse dans les cuvettes de ces bacs. »  <u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 146 du pdf de la partie 3)</u>  « Un canon à mousse situé à proximité des bacs BC 315/ BC316 / BC317 permet d'envoyer une solution d'émulseur dans les cuvettes de rétention. »</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence :  - d'une lance monitor et d'une réserve d'émulseur à proximité de l'aire de dépotage camion ;  - d'une lance monitor et d'une réserve d'émulseur à proximité des cuvettes de rétention des bacs BC315 et BC317A/B.</p> <p>L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de vérification du bon fonctionnement des 2 lances monitor par le service intervention incendie de TEPF :  - 14 juillet 2021 relevant une anomalie sur la lance à proximité des bacs BC315 et BC317A/B ;  - 1<sup>er</sup> juillet 2022 ne relevant pas d'anomalie.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :  - la lance monitor à proximité des cuvettes des bacs BC315 et BC317A/B était hors service depuis début novembre 2022 suite à une fuite sur le collecteur d'eau haute pression ;  - des mesures compensatoires formalisées dans une fiche "impact d'un dispositif de sécurité" ont été mises en place dans l'attente de la réparation.</p> <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant a :  - indiqué que la lance monitor hors service a été remise en état, que le test de pression a été réalisé le 23 novembre 2022 et que la lance a été remise en service le 24 novembre 2022 ;  - indiqué que la vérification des déversoirs mousse comprend également la vérification que la quantité d'émulseur présente est suffisant ;  - transmis le dimensionnement des 2 lances monitor ;  - transmis les taux d'application forfaitaires applicables (issus de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié) ainsi que les taux d'application réels déterminés à partir de tests de débits réalisés en 2015.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 6 : Rideau d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 1.3.1</u>  "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données technique contenus dans les différents dossiers déposés. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur."  <u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 145 du pdf de la partie 3)</u>  « Un rideau d'eau commandé manuellement depuis la fosse dédiée protégeant la section de pré-distillation »</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la section de pré-distillation est à l'arrêt depuis 2015, suite à l'arrêt des vapocraqueurs. Par conséquent, le rideau d'eau n'est plus nécessaire, n'est plus alimenté et n'est plus vérifié.</p>

<p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté l'arrêt de la section de pré-distillation (zone non accessible par des barrières de chantier).</p> <p>L'exploitant s'est engagé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déclarer auprès du préfet la cessation d'activités de cette section de pré-distillation ;</li> <li>- intégrer cette évolution du site lors du prochain réexamen de l'étude de dangers.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Couronnes d'arrosage des bacs BC315, BC316 et BC317**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 5.1.5.6</u></p> <p>"[...] Chaque réservoir (BC315 et BC317) est équipé d'une couronne d'arrosage débitant au moins 700 litres par minute par bac. L'arrosage des bacs est commandé par l'ouverture d'une vanne automatique commandée à distance. [...]"</p> <p><u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 58 du pdf de la partie 3)</u></p> <p>"Afin d'éviter leur échauffement en cas d'exposition au rayonnement thermique d'un feu voisin ou de les refroidir, les bacs BC315 et BC317A/B sont équipés de couronnes d'arrosage."</p> <p><u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 146 du pdf de la partie 3)</u></p> <p>« Les bacs (BC315 / BC316 / BC317) sont équipés de couronnes d'arrosage, mises en service à distance depuis la salle de contrôle Aromatiques ».</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'une couronne d'arrosage au droit du bac BC315 ;</li> <li>- la présence d'une couronne d'arrosage au droit du bac BC317A/B ;</li> <li>- que le bac BC316 était désaffecté ;</li> <li>- la présence sur le tableau droit en salle de contrôle RLU d'un bouton pour ouvrir la vanne XV 4761-6 d'alimentation en eau haute pression pour les couronnes d'arrosage des bacs BC315 et BC317A/B.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de vérification du bon fonctionnement des couronnes d'arrosage des bacs BC315 et BC317A/B par le service intervention incendie de TEPF : - 14 juillet 2021 relevant une anomalie sur la couronne d'arrosage du bac BC315 ; - 1<sup>er</sup> juillet 2022 relevant une anomalie sur la couronne d'arrosage du bac BC315 (1 diffuseur bouché).</p> <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a justifié que la couronne d'arrosage du bac BC315 est opérationnelle suite au contrôle du 5 novembre 2022 par le service intervention incendie ;</li> <li>- a transmis le dimensionnement des couronnes d'arrosage des bacs BC315 et BC317A/B (1400 l/min avec 14 pulvérisateurs pour chaque couronne).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Couronnes d'arrosage du bac O1805**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1.3.1</u></p> <p>"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données technique contenus dans les différents dossiers</p>



<p>déposés. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur."</p> <p><u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 90 du pdf de la partie 3)</u></p> <p>"Une couronne d'arrosage est installée autour du bac O1805 afin de le refroidir en cas d'incendie à proximité".</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'une couronne d'arrosage au droit du bac O1805 ;</li> <li>- la présence d'une commande manuelle pour actionner la couronne d'arrosage du bac O1805.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de vérification du bon fonctionnement de la couronne d'arrosage du bac O1805 par le service intervention incendie de TEPF :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 14 juillet 2021 ne relevant aucune anomalie ;</li> <li>- 1<sup>er</sup> juillet 2022 relevant une anomalie sur la couronne d'arrosage du bac O1805 (fuite sur bride).</li> </ul> <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant a justifié que la couronne d'arrosage du bac O1805 est opérationnelle suite au contrôle du 5 novembre 2022 par le service intervention incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 9 : Rampe d'arrosage sur circuits BF3 et 3 sphères de BF3**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 1.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1.3.1</u></p> <p>"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données technique contenus dans les différents dossiers déposés. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur."</p> <p><u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 58 du pdf de la partie 3)</u></p> <p>"Une rampe d'arrosage est installée au-dessus des 3 sphères BF3 connectées au procédé ainsi que sur les circuits BF3 haute et basse pression. Elle permet d'abattre les vapeurs de BF3 en cas de fuite sur ces circuits."</p> <p><u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 68 du pdf de la partie 3)</u></p> <p>"Ces sphères (3 sphères BF3) sont placées sous un abri qui les protège du soleil et des intempéries et équipé d'un système d'abattage (arrosage par pulvérisation)".</p> <p><u>Étude de dangers de l'atelier RW de 2016 (page 151 du pdf de la partie 3)</u></p> <p>"Une couronne d'arrosage est installée sur les 3 sphères BF3 connectées au procédé, ainsi que sur les lignes (haute et basse pression) du circuit d'alimentation en BF3 du réacteur M1806. Elles sont mises en service en actionnant une vanne manuelle, lors d'une éventuelle fuite survenant sur cette section du procédé".</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'une rampe d'arrosage au niveau des 3 sphères de BF3 ainsi que du circuit HP/BP BF3 ;</li> <li>- la présence d'un bouton poussoir sur le tableau droit en salle de contrôle RLU pour actionner la couronne d'arrosage des 3 sphères BF3 et du circuit HP/BP de BF3.</li> </ul> <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant a transmis les rapports de vérification du bon fonctionnement des rampes d'arrosage au niveau des 3 sphères de BF3 et du circuit HP/BP BF3 ne relevant aucune observation le 14 juillet 2021, le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et le 8 novembre 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>